

MARCHE PUBLIC N°

M	A	.	2	0	2	5	.	2	0	3	7
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Acheteur public :

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE (CNAM)

Objet du marché :

**TRAVAUX DE MODERNISATION ET REMPLACEMENT DES APPAREILS
ELEVATEURS DU SIEGE DE LA CNAM**

Table des matières

ARTICLE 1. PARTIES AU MARCHE PUBLIC	4
1.1. Identité.....	4
1.2. Représentation	4
ARTICLE 2. INTERVENANTS	4
2.1. Maitrise d'ouvrage	4
2.2. Maitrise d'œuvre.....	4
2.3. Contrôleur technique	4
2.4. Coordonnateur SPS	5
ARTICLE 3. OBJET DU MARCHE.....	5
ARTICLE 4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
4.1. Pièces particulières (jointes).....	5
4.2. Pièces générales	5
ARTICLE 5. PROCEDURE ET FORME DU MARCHE PUBLIC	6
5.1. Nature du marché public	6
5.2. Procédure.....	6
5.3. Forme du marché	6
5.4. Durée du marché public et des bons de commande	6
5.5. Délais d'exécution	6
5.6. Allotissement	6
5.7. Tranches	6
5.8. Variantes	7
5.7. Prestations similaires.....	7
ARTICLE 6. ETABLISSEMENT DES COMMANDES	7
6.1. Bons de commandes	7
ARTICLE 7. COORDINATION ENTRE LES SOUS-TRAITANTS	8
ARTICLE 8. PLANNING D'EXECUTION DEFINITIF ET PRESTATIONS ATTENDUES.....	8
8.1. Planning définitif d'exécution	8
8.2. Travaux	8
ARTICLE 9. MODALITES D'EXECUTION.....	8
9.1. Obligation de réponse aux questions formulées par le MOE et la CNAM	8
9.2. Transport, livraison et réalisation des travaux	9
9.3. Période d'intervention et prise de possession des locaux	9
9.4. Repliement des installations de chantier, nettoyage et remise en état des lieux	9
9.5. Intervention sur site en exploitation – gêne au voisinage	10
9.6. Prescriptions relatives à l'environnement	10
ARTICLE 10. RECEPTION DES PRESTATIONS	11
10.1. Essais, réglages et vérifications	11
10.2. Opérations préalables à la décision de réception	11
10.3. Remise du DOE.....	12
10.4. Réception des prestations sans réserve.....	12
10.5. Réception des prestations avec réserves	12
10.6. Rejet des prestations	12
10.7. Décision de réfaction	13
Article 11. GARANTIES CONTRACTUELLES.....	13
11.1. Prescriptions générales	13
11.2. Garantie dite "de bon fonctionnement"	13

11.3. Garantie « de parfait achèvement »	13
11.4. Prolongation des délais de garantie	14
11.5. Défaillance du Titulaire	14
ARTICLE 12. RETENUE DE GARANTIE	14
ARTICLE 13. PRIX DU CONTRAT	14
13.1. Nature des prix	14
13.2. Mois d'établissement des prix du marché.....	15
13.3. Contenu des prix	15
13.4. Variation des prix.....	15
ARTICLE 14. MODALITES DE REGLEMENT	16
14.1. Avance	16
14.2. Périodicité de règlement.....	16
14.3. Acomptes.....	16
14.4. Modalités de facturation	16
ARTICLE 15. CLAUSE DE REEXAMEN	18
15.1. Généralités	18
15.2. Champs d'application des modifications.....	18
15.3. Nature des modifications	18
15.4. Conditions de mises en œuvre des modifications	18
ARTICLE 16. PENALITES	18
16.1. Pénalités dans l'exécution des travaux.....	18
16.2. Cumul de pénalités.....	20
ARTICLE 17. ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES.....	20
ARTICLE 18. RECEPTION	21
ARTICLE 19. SOUS-TRAITANCE	21
ARTICLE 20. ASSURANCE – RESPONSABILITE CIVILE	22
ARTICLE 21. CONFIDENTIALITE, CONSEIL ET CONFLIT D'INTERET	22
21.1. Confidentialité.....	22
21.2. Obligations du Titulaire	22
21.3. Obligation de conseil et d'information.....	23
21.4. Conflit d'intérêts.....	24
ARTICLE 22. RESILIATION DU MARCHE.....	24
ARTICLE 23. REGLEMENT DES DIFFERENDS	25
ARTICLE 24. REGULARISATION DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE	25
ARTICLE 25. LITIGES ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION	26
ARTICLE 26. DEROGATIONS ET COMPLEMENTS AU CCAG-TRAVAUX.....	26

ARTICLE 1. PARTIES AU MARCHE PUBLIC

1.1. Identité

Le marché public visé par le présent Cahier des Clauses Administratives est conclu entre :

- D'une part, le ou les entrepreneurs désignés sous le nom de « titulaire », dont le ou les identités sont précisées à l'Acte d'Engagement ;
- Et, d'autre part, le maître d'ouvrage désigné sous le nom de « pouvoir adjudicateur », dont l'identité est précisée à l'Acte d'Engagement.

1.2. Représentation

1.2.1. Représentation du pouvoir adjudicateur

Dès la notification du marché public, le pouvoir adjudicateur désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès du titulaire pour les besoins de l'exécution du marché public.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché public.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le pouvoir adjudicateur.

1.2.2. Représentation du titulaire

Dès la notification du marché public, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur pour les besoins de l'exécution du marché public.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché public.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

ARTICLE 2. INTERVENANTS

2.1. Maîtrise d'ouvrage

Le Maître de l'ouvrage (MOA) dans le cadre du présent marché est la CNAM, Pouvoir Adjudicateur, conformément aux articles L. 2411-1.1° et L. 2421-1 du Code de la commande publique.

2.2. Maîtrise d'œuvre

Afin de s'assurer notamment de la conformité technique et réglementaire de l'opération de travaux visée par le marché public, le pouvoir adjudicateur a désigné, en raison notamment de sa compétence technique, un maître d'œuvre chargé notamment de l'assister dans le suivi de l'exécution des travaux et lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Le maître d'œuvre désigné par le pouvoir adjudicateur conformément aux articles L. 2430-1 et L. 2431-1 du Code de la commande publique est l'opérateur économique suivant :

ACCEO,
1-5 Rue Eugène et Armand Peugeot
92500 Reuil-Malmaison
France

2.3. Contrôleur technique

Les travaux attendus dans le cadre du marché public sont soumis à un contrôle technique. Le contrôle technique est assuré par un bureau de contrôle technique suivant :

ALPES CONTROLES,
Agence de Marne-La-Vallée
40 avenue de Lingenfeld
77200 TORCY France

2.4. Coordonnateur SPS

Une coordination en matière de sécurité et de santé est organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Cette coordination est assurée par le préventeur suivant :

CSPS du Vexin,
181 rue du Vexin
78250 Oinville sur Montcient
France

ARTICLE 3. OBJET DU MARCHÉ

L'objet du présent marché public concerne l'exécution d'une opération de travaux de modernisation et remplacement des appareils élévateurs du site Frontalis.

Les prestations sont exécutées dans les locaux de la CNAM indiqués au CCTP. Le Titulaire déclare avoir visité les sites et avoir pris en compte toutes les contraintes techniques d'exécution des prestations.

ARTICLE 4. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG - Travaux, les pièces constitutives du présent marché public comprennent, par ordre de priorité décroissant :

4.1. Pièces particulières (jointes)

- L'acte d'engagement (AE) accompagné de son annexe financière :
 - Annexe 1 AE : Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 CCTP - Valeur Technique à compléter - CNAM PARIS ;
 - Annexe 2 CCTP - Caractéristiques existantes - CNAM PARIS ;
 - Annexe 3 CCTP - Fiche de retraitement des déchets - CNAM PARIS ;
 - Annexe 4 CCTP - CNAM PARIS - emplacement des espaces de stockages ;
 - Annexe 5 CCTP - Planning prévisionnel DCE_CNAM ;
 - Annexe 6 CCTP - Planning à compléter DCE_CNAM ;
 - Annexe 7 CCTP - Synoptique Gallieni existants ;
 - Annexe 8 CCTP - Synoptique Bagnolet existants ;
 - Annexe 9 CCTP - Synoptique Montreuil existants ;
 - Annexe 10 CCTP - RDC Frontalis-FRONTALIS Ascenseurs ;
 - Annexe 11 CCTP - Modèle attestation - Déclaration de conservation de la validité du marquage CE d'origine ;
 - Annexe 12 CCTP - Attestation amiante – CNAM PARIS ;
 - Annexe 13 CCTP - Plan Général de Coordination (PGC).
- Les ordres de service prenant la forme de bons de commandes émis par la CNAM ;
- La proposition technique du Titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, le cas échéant, postérieurs à la notification du marché public.

4.2. Pièces générales

- Le code de la commande publique ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux - JORF n° 0078 du 1 avril 2021) ;

Les pièces générales, bien que non jointes matériellement au marché public, notamment le CCAG applicable aux marchés de travaux sont réputées parfaitement connues des parties.

ARTICLE 5. PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ PUBLIC

5.1. Nature du marché public

Le marché public est un marché de travaux au sens de l'article L. 1111-2 du code de la commande publique.

5.2. Procédure

La procédure retenue est celle du marché à procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 1° et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

5.3. Forme du marché

Le marché public est à prix forfaitaire en application des articles R. 2162-5 et R. 2162-6, R. 2162-13 et 2162-14 du Code de la commande publique.

5.4. Durée du marché public et des bons de commande

Le présent marché public est conclu pour une durée de quarante-huit (48) mois, hors garantie de parfait achèvement, à compter de sa date de notification.

Le marché public peut prendre fin de manière anticipée en cas de survenance des événements suivants:

- Pour les opérations techniques de réalisation, à l'achèvement des travaux, constaté par la réception des travaux sans réserve ou à l'issue de la levée de la dernière réserve.
- Pour les opérations financières d'exécution du marché, à l'achèvement des opérations financières suivant l'établissement du décompte général définitif (notamment le versement du solde, la libération des cautions et la restitution des retenues de garantie).

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, quelle que soit leur durée d'exécution et/ou leur délai de livraison, sans toutefois que l'un ou l'autre ne puisse excéder de plus de trois (3) mois la date de fin de validité du marché.

Le marché peut être résilié dans les conditions prévues par les stipulations du présent CCAP.

5.5. Délais d'exécution

Les délais de computation des délais d'exécution des prestations du présent marché sont précisés à l'article 3.2 du CCAG - Travaux.

L'article 18.2 du CCAG -Travaux s'applique en matière de prolongation de travaux.

Les délais d'interventions pour les prestations de travaux sont ceux indiqués dans les stipulations du CCTP.

5.6. Allotissement

Conformément à l'article L. 2113-10 du code de la commande publique, le marché public ne sera pas alloté en raison du ou des motifs suivants : l'objet du marché public ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

En effet, le besoin porte sur la réalisation d'une unique opération de travaux relevant d'un unique corps d'état.

5.7. Tranches

Le marché public ne prévoit pas de tranches au sens des règles de la commande publique.

5.8. Variantes

Le marché ne prévoit pas de variantes au sens des règles de la commande publique.

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas acceptées.

5.7. Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir à un ou plusieurs marchés de prestations similaires, dans les conditions fixées à l'article R.2122-7 du code de la Commande publique.

Le cumul du montant total du marché initial et des marchés de prestations similaires ne pourra pas dépasser ou atteindre le montant maximal notifié dans le cadre du marché initial majoré de 25%.

ARTICLE 6. ETABLISSEMENT DES COMMANDES

Dans le cadre du présent marché à prix forfaitaire, les ordres de service sont émis sous la forme de bons de commande.

6.1. Bons de commandes

6.1.1. Emission des bons de commandes

Les prestations sont déclenchées par émission d'un bon de commande sur la base des éléments figurants dans l'annexe financière DPGF de l'acte d'engagement.

Chaque bon de commande détermine l'étendu et la consistance des prestations à exécuter.

Les bons de commandes sont notifiés au Titulaire avant le début d'exécution par tout moyen permettant de donner date certaine à l'envoi que celui-ci soit physique ou dématérialisé. Les bons de commande sont impérativement signés par la personne représentant la CNAM.

Lorsque le Titulaire estime que la prescription d'un bon de commande appelle des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit à la CNAM dans un délai de quinze (15) jours à compter de sa réception (l'accusé de réception de la télécopie par le Titulaire faisant foi pour faire démarrer le délai).

Le Titulaire se conforme strictement aux bons de commande qui lui sont notifiés, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserves de sa part à l'exception des seuls cas que prévoient les articles 15.2.2 et 46.2.1 du CCAG-Travaux.

Le bon de commande doit préciser notamment :

- La référence du marché public;
- La nature de la prestation ;
- La date d'exécution ;
- La durée de la prestation ;
- Le lieu de réalisation de la prestation ;
- Le montant total du bon de commande HT, le taux et le montant de la TVA et le montant total du bon de commande TTC.

Le Titulaire doit accuser réception des bons de commande, par tout moyen permettant de donner date certaine.

Aucune prestation n'est rémunérée :

- Si elle n'a pas fait l'objet d'une commande ;
- Si cette commande n'émane pas directement de la CNAM.

En cas de non-exécution d'un bon de commande, il est fait application des pénalités de retard prévues à l'article correspondant du présent CCAP.

6.1.2. Modifications en cours d'exécution

La CNAM peut prescrire au Titulaire des modifications relatives aux prestations à exécuter en cours de réalisation et adresse un bon de commande rectificatif. Le(s) délai(s) de réalisation de(s) la(s) prestation(s) modifiée(s) est

(sont) précisé(s) dans le bon de commande rectificatif.

Pour chaque commande, l'arrêt de l'exécution d'une partie ou de la totalité des prestations peut être décidé par la CNAM et notifié, par tout moyen (mail, lettre recommandée avec accusé de réception), au Titulaire, dans le respect d'un préavis de cinq (5) jours ouvrés, sans que cette décision nécessite de justification. L'application de cet article n'entraîne pas la résiliation du bon de commande.

En cas d'arrêt en cours d'exécution, les parties déterminent conjointement, en fonction du taux d'avancement de la prestation, le montant devant être facturé. Cette décision ne donne lieu à aucune indemnité supplémentaire.

6.2.3. Observations du Titulaire

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG-Travaux, lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

ARTICLE 7. COORDINATION ENTRE LES SOUS-TRAITANTS

Le Titulaire a l'obligation d'assurer la coordination entre tous ses sous-traitants s'il décide de recourir à de la sous-traitance.

Un chef de chantier doit être désigné. Il est en permanence sur place lors des travaux assurés par les sous-traitants du Titulaire.

Les coûts liés à la coordination sont inclus dans les prix fixés dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

ARTICLE 8. PLANNING D'EXECUTION DEFINITIF ET PRESTATIONS ATTENDUES

8.1. Planning définitif d'exécution

En début d'exécution du marché, au plus tard dix (10) jours après sa notification, une réunion de cadrage est organisée entre la CNAM, le MOE et le Titulaire. A l'issue de cette réunion de cadrage, le Titulaire remet un planning définitif d'exécution. Les délais figurant au planning définitif d'exécution sont contractuels.

Le non-respect des délais susmentionnés peut entraîner l'application des pénalités de retard prévues au présent CCAP.

8.2. Travaux

Le détail des prestations attendues figure dans le CCTP.

ARTICLE 9. MODALITES D'EXECUTION

Le personnel employé par le Titulaire doit avoir la ou les qualifications requises répondant à la nature des ouvrages qui lui sont confiés. Il doit également être encadré en fonction de l'importance des travaux et des risques résultant de leur exécution.

9.1. Obligation de réponse aux questions formulées par le MOE et la CNAM

Durant toute l'exécution du marché, le MOE et la CNAM peuvent poser des questions en lien avec le marché au Titulaire. Ces questions peuvent porter sur l'ensemble des éléments relatifs aux prestations.

Le Titulaire a l'obligation de répondre à ces questions de manière formalisée par courriel ou par courrier sous un délai d'une (1) semaine.

En cas d'absence de réponse, la CNAM peut appliquer les pénalités prévues au présent CCAP.

9.2. Transport, livraison et réalisation des travaux

Le transport et la livraison des matériels sont effectués par le Titulaire avec ses propres moyens humains et matériels.

Le Titulaire s'engage à réaliser les travaux, au plus tard à la date figurant dans le planning d'exécution définitif et arrêté conjointement entre la CNAM, le MOE et le Titulaire lors de la réunion de lancement suite à la notification du marché.

Le Titulaire doit utiliser les équipements adaptés pour procéder à l'installation et à l'enlèvement de son matériel.

En outre, le Titulaire prend à sa charge la fourniture, le transport à pied d'œuvre et le montage de tout le matériel à installer.

Le Titulaire présente, avant travaux, une liste des différents matériels et matériaux en précisant les éléments suivants : marque, type, référence du constructeur et points de sélection.

9.3. Période d'intervention et prise de possession des locaux

Les horaires normaux de travail sont du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00. Toutefois le Titulaire a la possibilité de poursuivre l'exécution de ses travaux en dehors de ces plages (sauf le dimanche), sur demande préalable du MOE pour accord du MOA.

Les essais et vérifications doivent être réalisés pendant les horaires mentionnés ci-dessus.

Pour des besoins ponctuels de travail hors horaires ci-dessus, le Titulaire informe le MOE et la CNAM au minimum cinq (5) jours à l'avance et idéalement lors des réunions de chantier en précisant la nature de son intervention.

Le Titulaire prend possession des locaux dans l'état où ils se trouvent. Il peut formuler des réserves si elles s'avèrent nécessaires.

La circulation sur les voies d'accès doit rester libre pendant toute la durée du chantier.

La signalisation et la protection des zones de chantier sont à la charge du Titulaire, qui, par conséquent, est tenu pour responsable de tout incident et accident survenant du fait d'un défaut de signalisation.

9.4. Repliement des installations de chantier, nettoyage et remise en état des lieux

En complément des stipulations du CCTP, le Titulaire doit maintenir l'ensemble du chantier dans un état de propreté conforme à l'exploitation du site.

Toutes les précautions sont prises par le Titulaire pour la protection de tous les ouvrages jusqu'à leur réception.

Le Titulaire doit procéder au fur et à mesure de l'avancement des travaux, au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par la CNAM pour la durée des travaux. A la fin des travaux, le Titulaire doit avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier.

Conformément à l'article 37.2 du CCAG-Travaux, en cas de non-respect des prescriptions susmentionnées, après mise en demeure restée sans effet et adressée par la CNAM au Titulaire, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente (30) jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du Titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

En tout état de cause, l'organisation des travaux doit tenir compte de la conservation des alimentations du bâtiment ou parties du bâtiment en exploitation ou occupées durant les périodes d'intervention. En cas de salissures, le Titulaire doit procéder immédiatement au nettoyage.

En cas de détérioration aux voies d'accès, ouvrages existants ou aux parties communes et après mise en demeure restée sans effet et adressée au Titulaire par la CNAM, la remise en état est exécutée par une entreprise choisie par le MOA à ses frais.

9.5. Intervention sur site en exploitation – gêne au voisinage

Les travaux étant réalisés sur un site en exploitation, le Titulaire prend toutes les mesures nécessaires pour ne pas perturber le fonctionnement.

Le Titulaire veille à ce que soient prises toutes précautions pour limiter dans la mesure du possible, la gêne occasionnée au voisinage du bâtiment (accès, bruits, vibrations, projections, etc) conformément aux stipulations du CCTP.

9.6. Prescriptions relatives à l'environnement

Le Titulaire ainsi que ses éventuels cotraitants et sous-traitants s'attache à minimiser l'impact de son chantier sur l'environnement, et particulièrement dans les domaines suivants :

- La gestion des déchets de chantier ;
- La réduction des nuisances environnementales générées par le chantier ;
- La consommation d'énergie et d'eau sur le chantier ;
- La production et la transmission au MOA et au MOE des bordereaux de suivi des déchets.

Gestion des déchets :

Le Titulaire reconnaît être le détenteur des déchets pendant toute la durée des travaux. De plus, il est également le producteur des déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification du présent marché, le Titulaire communique à la CNAM un schéma d'organisation et de gestion des déchets conforme aux prescriptions de l'article 36.2.1 du CCAG-Travaux.

Pendant l'exécution des travaux, le Titulaire doit, par des méthodes d'enlèvements adaptés, s'attacher à réduire la nocivité de ses déchets, et ceci en vue de préserver non seulement la santé de ses personnels, mais aussi l'environnement. Il porte son attention sur les modalités de tri des déchets, leur recyclage, leur valorisation et leur traitement en filière locale. Il s'assure de la traçabilité de ses déchets jusqu'à l'éliminateur final.

Pour ce faire, toujours pendant l'exécution des travaux, la CNAM s'assure de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier grâce à l'utilisation par le Titulaire de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier.

En complément de l'utilisation des bordereaux susmentionnés et conformément à l'article 36.2.2 du CCAG-Travaux, le Titulaire a l'obligation de remettre à la CNAM les constats d'évacuation des déchets. Ces constats sont signés contradictoirement par le Titulaire et le gestionnaire des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Réduction des nuisances environnementales générées par le chantier :

Le Titulaire doit s'attacher, autant que possible à :

- Utiliser des produits et matières éco-labellisés ;
- Sensibiliser et informer ses personnels aux bonnes pratiques environnementales et la réduction des bruits de chantier.

Le Titulaire met en œuvre les moyens nécessaires permettant de limiter les impacts sur l'eau, le sol et l'air, notamment :

- De retenir les produits susceptibles de souiller ou de polluer le sol et l'eau ;
- De maîtriser ses consommations d'eau ;
- Doit limiter les émissions de poussières et d'odeurs pendant le déroulement du chantier.

Mesures pour économiser l'énergie et l'eau sur le ou les chantiers :

Afin de limiter les consommations d'énergie et d'eau du chantier, le Titulaire doit s'attacher à :

- Organiser le chantier d'une telle façon à permettre des économies d'énergie et d'eau par la mise en place des éléments suivants :
 - Mettre en place un phasage tenant compte de l'impact du climat et de la météo sur les opérations (coulage de béton à éviter les jours chauds, horaires de travail adaptés en fonction de la

- luminosité pour maximiser l'apport de lumière naturelle, par exemple) ;
 - Zoner le chantier de manière adaptée (regroupement des zones de même affectation, éclairage permanent des zones de circulation et le reste du chantier au moyen d'appareils portatifs, par exemple) ;
 - Organiser les opérations de chantier afin d'accomplir les objectifs que le Titulaire a fixé (contrôle régulier des conduites d'eau provisoire et/ou des compteurs de chantier, optimiser les charges de la grue, diversifier les équipements afin que le bon équipement soit utilisé pour la bonne opération dans le but d'améliorer l'efficacité, sensibiliser les travailleurs à la question des économies d'énergie et d'eau, par exemple).
- Choisir les équipements adéquats pour réaliser les économies d'énergie et d'eau :
 - Dans le domaine électrique, choisir les équipements peu consommateurs en privilégiant ceux ayant une puissance active grande ou un cosinus phi proche de 1, assurer l'éclairage provisoire du chantier avec des lampes basse consommation, équiper les alimentations électriques d'un système de coupure contrôlé par horloge, utiliser des luminaires dotés de détecteurs de présence et de sondes de luminosité ;
 - Dans le domaine de l'eau, équiper les tuyaux de raccords rapides qui coupent l'eau automatiquement après déconnexion, équiper les lances des tuyaux d'eau d'un système d'ouverture permettant un réglage du débit, récupérer les eaux de lavage des centrales à béton, des véhicules, des goulottes des toupies après décantation ;
 - Pour le chauffage, utiliser des appareils de production et d'émission à haut rendement.
 - Monitorer les consommations lors du chantier :
 - Définir des objectifs de consommations d'énergie et d'eau préalablement à la mise en place du chantier ;
 - Equiper de compteurs d'énergie et d'eau les engins les plus consommateurs ;
 - Etablir un schéma de comptage pour aider au relevé des différentes consommations d'énergie et d'eau ;
 - Sensibiliser les travailleurs par une communication des consommations sur le chantier.

La CNAM se réserve le droit de demander au Titulaire, à tout moment, de justifier des mesures prises dans le cadre des prescriptions relatives à l'environnement.

ARTICLE 10. RECEPTION DES PRESTATIONS

Il est fait application de l'article 41 du CCAG-Travaux à l'exception des clauses qui entreraient en conflit direct avec les clauses du CCAP.

10.1. Essais, réglages et vérifications

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, les divers essais et vérifications devront être réalisés par le Titulaire conformément aux stipulations du CCTP.

10.2. Opérations préalables à la décision de réception

Le Titulaire avise le MOE et la CNAM, par écrit ou par courriel, de la date à laquelle il estime que les prestations de travaux, d'installation et de mise en service ont été achevées où le seront.

Après avoir été informé, le MOE procède à la convocation du Titulaire afin de procéder aux opérations préalables à la décision de réception, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de l'avis susmentionné. Si la CNAM le souhaite, elle peut y assister.

Les opérations préalables à la décision de réception comportent :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- Les épreuves / essais éventuellement prévues par le marché ;
- La constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- La vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- La constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le MOE et signé par lui et le Titulaire. En cas de refus de signature par le Titulaire, il en est fait mention.

Un exemplaire du procès-verbal est remis au Titulaire.

10.3. Remise du DOE

Le Titulaire doit remettre le DOE au MOE, dix (10) jours avant la réception mentionnée à l'article correspondant du présent CCAP.

Une fois le DOE validé, le Titulaire remet ce document à la CNAM.

Les exigences relatives à la structuration et au contenu du DOE doivent être conformes au stipulation du CCTP.

10.4. Réception des prestations sans réserve

Dans un délai de quinze (15) jours suivant la rédaction du procès-verbal relatif aux opérations préalables à la décision de réception et une fois que l'ensemble des documents réglementaires seront concluants (sans observations), le MOE fait connaître au Titulaire s'il a ou non proposé à la CNAM de prononcer la réception des travaux et, le cas échéant, s'il a proposé de l'assortir de réserves.

Si le MOE ne respecte pas ce délai, le Titulaire a le droit d'envoyer à la CNAM un exemplaire du procès-verbal mentionné à l'article 13.2 du CCAP afin qu'elle puisse elle-même décider de prononcer la réception.

La bonne exécution des prestations est matérialisée par un procès-verbal de réception établi par le ou les représentants de la CNAM en charge du suivi d'exécution. Ce document est signé conjointement par les parties au marché.

10.5. Réception des prestations avec réserves

- **Non-exécution de certaines prestations prévues au marché**

S'il apparaît que certaines prestations prévues par le marché n'ont pas été exécutées, la CNAM peut décider de prononcer la réception avec réserves.

Le Titulaire s'engage alors à exécuter les prestations manquantes dans un délai fixé par le ou les représentants qualifiés de la CNAM. En l'absence d'un tel délai, ce délai est d'une durée ne pouvant excéder trois (3) mois.

Aucun paiement supplémentaire ne peut être demandé à la CNAM par le Titulaire.

La constatation de l'exécution de ces prestations manquantes donne lieu à la rédaction d'un procès-verbal de réception dans les mêmes conditions que celles prévues au présent CCAP.

- **Imperfections et malfaçons**

Si des imperfections et malfaçons ont été constatées lors des opérations préalables à la décision de réception, la CNAM peut décider de prononcer la réception avec réserves.

Le Titulaire s'engage alors à remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le ou les représentants qualifiés de la CNAM. Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG-Travaux, en l'absence d'un tel délai, ce délai sera d'une durée ne pouvant excéder trois (3) mois.

Aucun paiement supplémentaire ne peut être demandé à la CNAM par le Titulaire.

La constatation de l'exécution de ces prestations sans plus d'imperfections et malfaçons donne lieu à la rédaction d'un procès-verbal de réception dans les mêmes conditions que celles prévues au présent CCAP.

10.6. Rejet des prestations

En cas de rejet total des prestations réalisées par le Titulaire, la décision de la CNAM est motivée et communiquée au Titulaire dans un délai de cinq (5) jours par lettre recommandée avec accusé de réception. Un procès-verbal de rejet est établi et le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) pour présenter ses observations. Ce procès-verbal de rejet fixe le délai à l'issue duquel le Titulaire doit représenter son travail.

Le Titulaire s'engage alors à représenter son travail conformément à l'ensemble des prescriptions figurant au marché dans le délai fixé par le ou les représentants qualifiés de la CNAM. Il n'existe pas de délai « par défaut » en cas de rejet total des prestations.

Aucun paiement supplémentaire ne peut être demandé à la CNAM par le Titulaire.

La constatation de l'exécution de ces prestations donne lieu à la rédaction d'un procès-verbal de réception dans les mêmes conditions que celles prévues au présent CCAP.

10.7. Décision de réfaction

Lorsque le MOE estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux prescriptions du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut proposer à la CNAM de les réceptionner avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision de réfaction est motivée.

Elle est notifiée au Titulaire après que ce dernier ait présenté ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de la décision de réfaction pour les présenter.

Article 11. GARANTIES CONTRACTUELLES

En complément et par dérogation aux dispositions de l'article 44 du CCAG-Travaux, les stipulations suivantes relatives à la garantie s'appliquent.

De plus, le Titulaire reconnaît expressément être soumis à la garantie décennale.

11.1. Prescriptions générales

Le Titulaire garantit d'une façon formelle la parfaite réalisation des travaux, suivant les règles de l'art et compte tenu des règlements et décrets en vigueur à la signature du marché. Il est tenu d'apporter toutes les modifications qui seraient exigées par les représentants qualifiés de la CNAM afin de mettre ses prestations en conformité avec les exigences du CCTP. Les frais résultant de ces modifications sont à sa charge.

Le Titulaire n'est pas responsable des bris qui seraient consécutifs à un mauvais usage ou un mauvais entretien de l'exploitant, à condition toutefois que ce dernier ait reçu toutes les instructions nécessaires de l'entreprise.

De plus, la garantie est totale : matériels, matériaux et main d'œuvre.

La responsabilité du Titulaire couvre également, et dans les mêmes conditions, toutes les prestations qu'il soustraite.

Le Titulaire s'engage à remplacer, réparer ou modifier à ses frais, toutes pièces, éléments reconnus défectueux de conception, de matériaux ou de construction, pendant la durée des garanties présentées ci-après.

Le point de départ de la période de garantie est la date d'effet de la réception des prestations.

11.2. Garantie dite "de bon fonctionnement"

Le délai de la garantie dite "de bon fonctionnement" applicable aux éléments d'équipements est fixé à deux (2) ans.

11.3. Garantie « de parfait achèvement »

La durée de cette garantie est fixée à douze (12) mois à dater de la réception définitive des prestations.

Pendant ce délai, le Titulaire est tenu à une obligation dite « de parfait achèvement » au titre duquel il doit :

- Exécuter les prestations manquantes dans les mêmes conditions que celles prévues par les stipulations du présent CCAP ;
- Remédier à tous les désordres signalés par la CNAM et de telle sorte que les ouvrages soient conformes à l'état où ils étaient lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci.

Les dépenses correspondantes aux travaux et prestations complémentaires prescrits par la CNAM ayant pour objet de remédier aux déficiences énoncées ci-dessus ne font l'objet d'aucun paiement supplémentaire si ces déficiences

sont imputables au Titulaire.

L'obligation de parfait achèvement ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale.

A l'expiration du délai de cette garantie, le Titulaire est dégagé de ses obligations contractuelles.

11.4. Prolongation des délais de garantie

Si, à l'expiration des délais de garantie, le Titulaire n'a pas procédé à l'exécution des prestations, les délais de garantie peuvent être prolongés par décision du ou des représentants qualifiés de la CNAM jusqu'à l'exécution complète des prestations.

11.5. Défaillance du Titulaire

En cas d'interruption des prestations incombant au Titulaire, la CNAM est en droit d'avoir recours à une société de remplacement pour pallier la défaillance du Titulaire et ce pendant toute la durée indispensable pour assurer la bonne exécution des prestations du marché.

La CNAM peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire.

ARTICLE 12. RETENUE DE GARANTIE

Une retenue garantie est prévue.

En application de l'article R. 2191-32 du Code de la commande publique, le taux de la retenue de garantie est fixé à 5% du montant des prestations, prélevée sur tous les règlements du marché public et ceci jusqu'à sa libération totale.

Conformément à l'article R. 2191-36 du Code de la commande publique, cette garantie peut être remplacée par une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire dès le début de l'exécution du marché.

La CNAM se réserve le droit de s'opposer à la constitution d'une caution personnelle et solidaire en application de l'article susmentionné.

Les conditions de prélèvement et de remboursement sont précisées au sein des articles R. 2191-33 et suivants du Code de la commande publique. Elle (la retenue de garantie) sera remboursée (ou la caution libérée) sous trente (30) jours à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement sous réserve :

- Que les clauses et conditions du marché aient été entièrement satisfaites ;
- Que l'ensemble des réserves ait été levé.

Pour les petites et moyennes entreprises, en application de l'article R. 2191-33 du Code de la commande publique, le taux de la retenue de garantie est fixé à 3% du montant des prestations.

ARTICLE 13. PRIX DU CONTRAT

Les prix du présent marché figurent dans la DPGF.

Le Titulaire ne peut arguer d'imprécisions, erreurs, omissions ou contradictions du CCTP pour justifier une demande de supplément ou une révision des conditions financières.

13.1. Nature des prix

Le marché public est traité à prix forfaitaires. Les prix sont révisables.

Les prestations sont rémunérées par application du prix global et forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement, détaillé dans son annexe, la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F).

Ils sont exprimés en euros (€), HT et TTC, avec indication du taux de TVA applicable.

Conformément à l'article L2191-4 du Code de la Commande Publique, les prestations qui ont donné lieu à un

commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes.

13.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques au mois de remise des offres.

13.3. Contenu des prix

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au Titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix s'entendent pour des ouvrages courants réalisés dans des conditions normales d'exécution et pendant les horaires normaux suivants : du lundi au samedi de 6h30 à 19h30. La possibilité laissée au Titulaire de travailler en dehors de ces plages (sauf le dimanche) n'entraîne pas de surcoût pour la CNAM.

Les prix sont réputés comprendre tous les ouvrages et opérations nécessaires au parfait achèvement des travaux, et notamment :

- L'ensemble des études d'exécution (dimensionnement, plans d'exécution, plans de coupes, plans d'évaluation, plans de calepinage, etc.) ;
- La fourniture, la façon, le déplacement et la pose y compris l'ajustement de tous les ouvrages fournis ;
- Les dispositifs de signalisation, balisages et d'éclairage tels qu'ils sont imposés par la réglementation en vigueur ;
- Les frais d'assurances et d'accidents ;
- Les protections et le nettoyage du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux ainsi que l'enlèvement de tous les déchets et gravats résultant des travaux ;
- L'ensemble des frais induits de conseil et d'information, de mise à disposition du responsable de marché dans les locaux pour ses besoins (chiffrages, réunions, contrôle de chantier, réceptions, etc.) ;
- L'ensemble des frais d'approvisionnement à pieds d'œuvre des matériels, des outils, des produits et matériaux, de protection des ouvrages existants, de repliement, d'enlèvement des déchets et traitement des déchets, de nettoyage en cours et en fin de chantier ;
- L'ensemble des frais de production des documents techniques, commerciales et de sécurités, plans et d'établissement des DOE ;
- Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient des réserves ou du rejet des prestations, sont à la charge du Titulaire ;
- Les travaux et prestations nécessaires pour assurer le parfait achèvement des ouvrages sont à la charge du Titulaire.
- L'ensemble des frais liés aux sujétions nécessaires à l'exécution et au parfait achèvement des prestations et toutes les prescriptions décrites au CCTP et les règles de l'art/normes applicables ;
- Les prix sont établis en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement de chaque ouvrage réceptionné.

13.4. Variation des prix

Les prix forfaitaires sont fermes la première année puis sont révisables annuellement à la date anniversaire de la notification du marché public.

Les prix forfaitaires sont révisables selon la formule suivante :

$$P = P_o [0,15 + 0,85 (BT48n/BT48o)]$$

Dans laquelle :

- P : Prix révisé
- P_o : Prix initial
- BT48n : valeur de l'indice BT48 des travaux d'ascenseurs (bâtiment) publié par l'INSEE— base 100 en 2010 — identifiant INSEE 001710980— dernier indice publié au jour anniversaire de la notification du marché public ;
- BT48o : valeur de l'indice BT48 des travaux d'ascenseurs (bâtiment) publié par l'INSEE— base 100 en 2010 — identifiant INSEE 001710980- en date du mois de remise des offres ;

Toutefois, pour être applicable, le Titulaire doit joindre le calcul détaillé de la révision et produire les justificatifs de publication des indices lors de la facturation.

ARTICLE 14. MODALITES DE REGLEMENT

14.1. Avance

Sauf refus du Titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance est versée dans les conditions fixées aux articles R. 2191-3 à R. 2191-12 du Code de la commande publique.

Il est fait application de l'option A mentionnée à l'article A.10.1 du CCAG-Travaux en ce qui concerne le versement de l'avance au Titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct.

Conformément à l'article du CCAG-Travaux précité, le montant de l'avance est fixé à 20% pour les petites ou moyennes entreprises au sens du Code de la commande publique.

Conformément à l'article du CCAG-Travaux précité, pour les entreprises qui ne sont pas des petites ou moyennes entreprises au sens du Code de la commande publique, le présent CCAP introduit un taux dérogatoire. Pour ces entreprises, le taux de l'avance est fixé à 10%.

14.2. Périodicité de règlement

Le montant du marché est réglé à terme échu, après constatation du service fait matérialisé par la signature du procès-verbal de réception correspondant à la facturation présentée.

14.3. Acomptes

Il est fait application de l'article 12 du CCAG-Travaux.

Le Titulaire bénéficie du versement d'un acompte, pour toute prestation dont le délai de réalisation est supérieur à un (1) mois.

La périodicité de versement des acomptes est de tous les mois, pour autant que les prestations aient donné lieu à un commencement d'exécution en application des articles R. 2191-22 et L. 2191-4 du Code de la commande publique.

L'acompte ne doit en aucun cas excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le versement de l'acompte implique la présentation de toute pièce, demandée par la CNAM, justifiant de l'état d'avancement des prestations effectivement exécutées. De plus, afin de pouvoir obtenir le versement d'un acompte, avant la fin de chaque mois, le Titulaire produit un projet de décompte mensuel des prestations réalisées afférentes à sa demande de versement d'acompte, qui est vérifié et accepté par la CNAM.

La CNAM contrôle l'exactitude des justificatifs fournis avant de procéder au règlement des acomptes. Les acomptes sont réglés une fois le(s) projet(s) de décompte mensuel(s) acceptés par la CNAM qui deviendra le décompte mensuel définitif.

La totalité des acomptes ne peut dépasser 80% du montant total des prestations. Le montant des acomptes est diminué du montant éventuel de l'avance mentionnée au présent CCAP.

Le retard ou le défaut de versement de l'acompte n'autorise pas le Titulaire à arrêter l'exécution de ses prestations.

Le règlement de tout acompte dû au Titulaire n'ayant pas le caractère d'un paiement définitif, ce dernier en reste débiteur jusqu'à la décision de réception de la prestation concernée.

Le solde du montant sera versé par la CNAM sur présentation d'une facture accompagnée du procès-verbal de réception prévu au présent marché et signé par parties.

14.4. Modalités de facturation

14.4.1. Modalités de transmission des factures

En application de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, le vecteur exclusif de transmission de la facturation est la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, **Chorus Pro**, dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le Titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ou

encore toute transmission sur support papier, ne sera pas acceptée.

Ainsi, le Titulaire doit, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifie la CNAM en tant que destinataire de la facture : 18003502402369
- Le code service qui permet de distinguer les différents services d'une même structure : SERVICE FACTURIER
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE

A défaut de numéro de commande, il convient de mentionner le numéro de marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché public ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier la prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le Titulaire peut consulter :

- Le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>;
- L'Agence pour l'Informatique Financière de l'Etat (AIFE), par courriel, à l'adresse suivante : cpp2017.aife@finances.gouv.fr

Lorsque le Titulaire n'est pas astreint à l'obligation de transmettre ses factures par voie dématérialisée :

Il peut utiliser la solution Chorus Pro à condition:

- De l'utiliser pour l'ensemble des factures à adresser dans le cadre du présent marché ;
- De renseigner impérativement les rubriques obligatoires identifiées au paragraphe précédent Il peut continuer à adresser ces factures par courrier dans le respect des exigences suivantes :

Les factures doivent alors être établies en un original et deux duplicata et envoyées à l'adresse suivante:

CNAM – Service facturier
50, avenue du Professeur André LEMIERRE
75986 PARIS CEDEX 20

14.4.2. Mentions devant figurer sur les factures quel que soit leur mode de transmission

Les factures doivent comporter les indications suivantes, conformes au marché :

- Nom et adresse du Titulaire ;
- Le numéro du présent marché ;
- Le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- Nom et adresse du destinataire ;
- Le cas échéant, le numéro du bon de commande ;
- Le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans le présent article ;
- La date d'émission de la facture ;
- Prestations effectuées, désignation des produits livrés, dates de livraison et quantités ;
- Le prix unitaire H.T., montant de la T.V.A. et le prix T.T.C ;
- Le prix total HT, montant total TVA, prix total TTC.

14.4.3. Modalités de paiement

Les règlements sont effectués par l'Agent Comptable de la CNAM sur présentation par le Titulaire de factures établies en un (1) exemplaire et des documents associés.

Le règlement s'effectue par virement au compte noté sur l'Acte d'engagement.

Le délai global de paiement ne peut excéder trente (30) jours à compter de la réception de la facture par le service facturier de la CNAM.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la CNAM en application du marché donne lieu de plein droit, et sans autre formalité au versement des intérêts moratoires au profit du Titulaire ainsi qu'au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque

centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires est fixé à 40 euros.

ARTICLE 15. CLAUSE DE REEXAMEN

15.1. Généralités

Par l'intermédiaire de la présente clause de réexamen stipulée en application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, les parties au marché public peuvent le modifier en vue de l'adapter au regard de l'évolution des besoins du pouvoir adjudicateur et/ou du contexte économique.

15.2. Champs d'application des modifications

Les modifications visées par la présente clause de réexamen sont les suivantes :

- Ajouter des prestations non prévues initialement ou en cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de prestations non prévues initialement ;
- En cas de hausse significative des prix des matières premières nécessaires à la bonne exécution des prestations prescrites dans les pièces particulières du marché et pouvant conduire à des difficultés d'exécution de la part du titulaire ;

15.3. Nature des modifications

Par l'intermédiaire de la présente clause de réexamen, les parties au marché public peuvent modifier les prescriptions techniques et financières figurant dans les pièces particulières de la consultation.

15.4. Conditions de mises en œuvre des modifications

Les modifications visées par la présente clause de réexamen font l'objet d'un avenant ayant pour but d'engager les modifications sollicitées.

La mise en œuvre de la clause de réexamen peut être initiée à l'initiative du pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée du Titulaire.

ARTICLE 16. PENALITES

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, la CNAM se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

Si la CNAM envisage d'appliquer les pénalités décrites ci-dessous, elle mettra en demeure le Titulaire, par écrit, de présenter ses observations dans un délai ne pouvant être inférieur de quinze (15) jours par courrier (électronique ou non) recommandé avec accusé de réception. La CNAM précisera dans le(s) courrier(s) les raisons, le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées et le délai imparti au Titulaire pour présenter ses observations.

Si la CNAM considère que les observations formulées par le Titulaire ne lui permettent pas de démontrer que les raisons justifiant l'application des pénalités ne lui sont pas imputables, les pénalités suivantes pourront s'appliquer.

16.1. Pénalités dans l'exécution des travaux

16.1.1. Pénalités pour retard

En cas de retard, constaté dans le(s) délai(s) d'exécution prévu(s) dans le bon de commande, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 150 € par jour calendaire de retard, chaque jour entamé étant considéré comme entier.

16.1.2. Pénalités pour non-respect des autres consignes générales et particulières du CCTP

Le Titulaire encourt par document manquant constaté de non-respect des autres consignes générales et

particulières du CCTP une pénalité de 50 € par document ou par manquement constaté.

16.1.3. Pénalités pour absence de réponse aux questions posées par le MOE ou la CNAM

Le Titulaire encourt par jour calendaire de retard, en cas de non-respect du délai pour répondre à une question posée par le MOE ou la CNAM, une pénalité forfaitaire d'un montant de 15 €.

Les jours calendaires non ouvrés ne sont pas pris en compte dans le calcul de ce retard.

16.1.3. Pénalités pour retard dans la remise des Etudes d'Exécution

Le Titulaire encourt, par jour calendaire de retard dans la remise des Etudes d'Exécution, une pénalité forfaitaire de 150 €, chaque jour entamé étant considéré comme entier.

Par « retard dans la remise des Etudes d'exécution », les parties entendent qu'il s'agit du nombre de jours calendaires de différence entre la date à laquelle les Etudes d'Exécution auraient dû être remises après la notification du présent marché et leur date de remise effective.

Les jours calendaires non ouvrés ne sont pas pris en compte dans le calcul de ce retard.

16.1.4. Pénalité pour Défaut de Remise de l'Audit d'Installation

Le Titulaire s'engage à remettre au Maître d'Ouvrage un audit complet d'installation pour chaque ascenseur, conforme aux stipulations du CCTP, au plus tard un (1) mois avant le terme de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA). Cet audit doit notamment inclure :

- Le rapport de conformité technique
- Le dossier des interventions correctives effectuées
- La certification de mise en service définitive

En cas de non-respect de ce délai, une pénalité forfaitaire de 150 € par ascenseur et par jour de retard est appliquée.

Le solde de la Garantie de Parfait Achèvement n'est restitué qu'après :

- Remise effective de l'audit d'installation
- Validation écrite par le Bureau de Contrôle Technique désigné
- Régularisation intégrale des pénalités éventuellement applicables

Tout retard fait l'objet d'une mise en demeure écrite notifiée par tout moyen permettant de donner date certaine, déclenchant un délai de 8 (huit) jours pour régularisation avant application des pénalités.

16.1.4. Pénalités pour retard dans la remise du DOE

Le Titulaire encourt, par jour calendaire de retard dans la remise du DOE, une pénalité forfaitaire de 150 €, chaque jour entamé étant considéré comme entier.

Par « retard dans la remise du DOE », les parties entendent qu'il s'agit du nombre de jours calendaires de différence entre la date à laquelle le DOE aurait dû être remis (voir en ce sens l'article correspondant du présent CCAP) et sa date de remise effective.

Les jours calendaires non ouvrés ne sont pas pris en compte dans le calcul de ce retard.

16.1.5. Pénalités pour absence aux réunions hebdomadaires de chantier ou aux réunions extraordinaires

Le Titulaire encourt, en cas d'absence aux réunions hebdomadaires de chantier ou d'absence aux réunions extraordinaires décidées conjointement par les parties, une pénalité forfaitaire de 50 € par absence constatée.

16.1.6. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Le Titulaire encourt, par jour calendaire de retard dans l'achèvement des prestations une pénalité forfaitaire de 150 €, chaque jour entamé étant considéré comme entier.

Par « retard dans l'achèvement des prestations », les parties entendent qu'il s'agit du nombre de jours calendaires de différence entre la date de réception des prestations prévue dans le planning d'exécution définitif et la date réelle de réception. Les jours calendaires non ouvrés ne sont pas pris en compte dans le calcul de ce retard.

16.1.7. Pénalités pour non-respect des prescriptions relatives à la sécurité et à l'hygiène du chantier

En cas de non-respect des prescriptions relatives à la sécurité et à l'hygiène sur le chantier, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 150 € par infraction constatée.

16.1.8. Pénalités pour non-repliement des installations de chantier, nettoyage et remise en état des lieux en fin de chantier

En cas de retard constaté dans le délai d'exécution du repliement des installations de chantier, nettoyage et remise en état des lieux prévu dans le planning d'exécution définitif, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 50 € par jour calendaire de retard, chaque jour entamé étant considéré comme entier.

Les jours calendaires non ouvrés ne sont pas pris en compte dans le calcul de ce retard.

16.1.9. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations nécessaires au prononcé de la levée des réserves

Le Titulaire encourt, par jour de calendaire de retard, dans l'exécution des prestations nécessaires au prononcé de la levée des réserves une pénalité forfaitaire de 500 €, chaque jour calendaire non ouvré entamé étant considéré comme entier.

Les jours calendaires non ouvrés ne sont pas pris en compte dans le calcul de ce retard.

16.1.10. Pénalités pour non déclaration préalable de sous-traitance

Le Titulaire encourt une pénalité de 1 500 € par sous-traitant non déclaré, pour sous-traitance constatée sur le chantier n'ayant pas fait au préalable l'objet d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement.

16.1.11. Pénalités pour non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail

En cas de travail dissimulé, en application de l'article L. 8222-6 du Code du Travail, la CNAM, informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du Titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du Travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser sans délai cette situation. Le Titulaire ainsi mis en demeure apporte à la CNAM la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 300 € par jour ouvré de retard.

En outre, la CNAM se réserve la possibilité d'appliquer dès connaissance du travail dissimulé constaté lors d'un contrôle et ce sans mise en demeure, une majoration de 25% du montant du redressement des cotisations et contributions sociales mises en recouvrement.

Si dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le marché sera résilié sans indemnités aux frais et risques du Titulaire.

16.2. Cumul de pénalités

Les pénalités définies *infra* sont cumulables.

Elles sont plafonnées à 10 % montant maximum H.T du marché public.

Au-delà, la CNAM peut résilier le marché par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de trois (3) mois si ce mécanisme de plafonnement vient à être mis en œuvre.

Les pénalités sont déduites automatiquement, par la CNAM, des factures présentées par le Titulaire.

ARTICLE 17. ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES

Cet article est complémentaire aux stipulations figurant au CCTP.

Les essais et contrôles des ouvrages, lorsqu'ils sont définis dans les stipulations du marché, sont à la charge du Titulaire. Si le maître d'œuvre prescrit, pour les ouvrages, d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du maître de l'ouvrage.

ARTICLE 18. RECEPTION

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-Travaux, les modalités de réception sont les suivantes :

Le Titulaire avise la CNAM par écrit de la date à laquelle il estime que les travaux seront achevés. Le jour ouvré suivant cette date, la CNAM et le Titulaire procèdent aux opérations préalables à la réception des ouvrages qui comportent :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- La constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au bon de commande ;
- La constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des lieux ;
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par la CNAM et signé par son représentant.

La CNAM peut décider :

- D'accepter les prestations réalisées par le Titulaire si les opérations préalables à la réception sont concluantes. Dans ce cas, la CNAM rédige un procès-verbal de réception des travaux ;
- D'émettre des réserves sur le procès-verbal de réception.

Lorsque la CNAM estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché public, peuvent néanmoins être reçues en l'état, elle en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision doit être motivée et ne peut être notifiée au Titulaire qu'après qu'il ait été mis à même de présenter ses observations :

- Si le Titulaire ne présente pas ses observations dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée et les imperfections se trouvent couvertes, de ce fait la réception est prononcée ;
- Si le Titulaire formule des observations dans ce délai, la CNAM dispose de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

Lorsque la CNAM estime que des prestations ne peuvent être reçues en l'état, le Titulaire doit achever les travaux dans les plus brefs délais et les pénalités prévues à l'article 11 du présent CCAP courent automatiquement de plein droit, à partir d'établissement du procès-verbal ci-dessus mentionné.

Si la réalisation des travaux n'est pas satisfaisante, la réception ne peut être prononcée et la date d'achèvement de travaux ne peut être fixée.

Le représentant de la CNAM indique sur le procès-verbal les raisons pour lesquelles la réception n'est pas prononcée.

Au cas où ces travaux n'auraient pas été réalisés dans le délai de dix (10) jours ouvrés, la CNAM peut les faire exécuter aux frais et risques du Titulaire.

Toute prise de possession des ouvrages de la CNAM doit être précédée de leur réception. Toutefois, s'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 19. SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le Titulaire doit fournir à la personne publique contractante le **DC4** (formulaire disponible sur le site du ministère de l'économie et des finances : <http://www.economie.gouv.fr> - rubrique marchés publics) ou une déclaration mentionnant :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il est à noter que le Titulaire pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de

l'acceptation du ou des sous-traitant(s) par la CNAM et de l'agrément par elle des conditions de paiements conformément à la loi n° 75-1334 du 31/12/75 modifiée relative à la sous-traitance et conformément aux articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du code de la commande publique.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses sous-traitants l'ensemble des stipulations des pièces particulières du marché. Le Titulaire demeure entièrement responsable vis-à-vis de la CNAM des prestations sous-traitées.

La sous-traitance de la totalité des prestations est interdite.

ARTICLE 20. ASSURANCE – RESPONSABILITE CIVILE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution le Titulaire, le mandataire, les sous-traitants, les cotraitants éventuels et, de façon générale, tout intervenant doivent justifier qu'ils ont contracté :

- Une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et du maître d'ouvrage en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution ;
- Une assurance couvrant la responsabilité résultant des principes dont s'inspirent les articles 1240 à 1242 du code civil.

ARTICLE 21. CONFIDENTIALITE, CONSEIL ET CONFLIT D'INTERET

21.1. Confidentialité

21.1.1. Définition

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG-Travaux, le terme « information confidentielle » recouvre toute information, de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme (écrite ou orale), quel que soit son support (matériel ou dématérialisé), dont le Titulaire aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Ces informations confidentielles sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

21.1.2. Propriété

Ces informations confidentielles restent la propriété de la CNAM. Il en résulte que leur communication ne saurait être interprétée comme accordant un quelconque droit de propriété, une quelconque licence d'exploitation, d'utilisation, brevet, marque, modèle ou une quelconque garantie, assurance ou déclaration par la CNAM en faveur du Titulaire.

21.2. Obligations du Titulaire

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces informations confidentielles et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

A cet effet, il s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, pour toutes les informations dont ils pourront avoir connaissance durant l'exécution du marché :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales sauf à en demander l'autorisation expresse à la CNAM et dans les limites nécessaires à l'exécution du présent marché,
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché,
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché,
- Procéder à la destruction, en fin de marché, de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

Le Titulaire avise également ses éventuels sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables et qu'il reste responsable du respect de celles-ci.

21.2.1. Responsabilité – dommages et intérêts en cas de non-respect de la clause

La CNAM se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En cas de non-respect par le Titulaire de ses engagements au titre des présentes, la CNAM se réserve le droit de résilier le marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, au jour de la réception par ce dernier de la lettre recommandée avec accusé de réception portant résiliation et cela sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés.

Enfin il est rappelé qu'en cas de non-respect des stipulations précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

21.2.2. Limites de responsabilité

Le Titulaire n'est pas responsable de la divulgation ou de l'utilisation d'une information confidentielle si celle-ci :

- Tombe ou est tombée dans le domaine public sans violation des présentes ;
- Est connue du Titulaire au moment de la première divulgation, à condition qu'il puisse le prouver ;
- A été reçue d'un tiers de manière licite sans violation de la présente clause.

Par ailleurs, si le Titulaire était obligé de communiquer une information confidentielle du fait d'une injonction administrative ou judiciaire, il doit le notifier à la CNAM, et sur demande de cette dernière, le cas échéant, coopérer pleinement avec elle afin de contester cette divulgation.

Si après une telle contestation, la divulgation était toujours exigée, le Titulaire doit demander à ce que cette information soit traitée confidentiellement par l'administration, l'organe ou le tribunal concerné.

A l'exception du cas de non-respect des stipulations présentes, aucune partie n'est responsable des dommages résultant des divulgations imposées par injonction administrative ou judiciaire.

21.3. Obligation de conseil et d'information

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandation des utilisateurs.

Il s'engage à informer la CNAM, dans les plus brefs délais, de toute nouveauté et / ou de la disponibilité de tout nouveau produit, plus adapté à ses besoins qui surviendrait en cours d'exécution.

A cet effet, les parties désignent en début d'exécution du marché, un interlocuteur unique chargé de transmettre toute information à l'autre partie.

Le Titulaire s'oblige notamment à :

- Fournir à la CNAM tous les conseils et mises en garde utiles pour permettre la bonne exécution des prestations ;
- Prendre connaissance de toute contrainte et de toute information nécessaire à la bonne exécution des prestations du présent marché ; et notamment le Titulaire s'engage à prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par la CNAM avant ou pendant la réalisation des prestations ;
- Solliciter toute réunion qui se révélerait utile à l'exécution des prestations.

De manière générale, le Titulaire doit informer la CNAM de tous les problèmes qu'il pourrait rencontrer pour assurer sa prestation.

Le Titulaire doit, en tout état de cause, signaler à la CNAM, dès qu'il a été normalement en mesure de les déceler, les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas porté remède.

Si les installations mises à disposition du Titulaire venaient à ne plus être conformes à la réglementation, le Titulaire est tenu d'en informer par écrit et sans délai la CNAM. Il appartient à la CNAM de prendre aussitôt les dispositions nécessaires en vue de leur mise en conformité.

Pour les matériaux et produits proposés par la CNAM, le Titulaire sera tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères demandés. Dans le cas contraire il fera, par écrit, les observations qu'il juge utile à la CNAM qui prendra, alors, toutes décisions à ce sujet.

Il appartient au Titulaire en sa qualité de sachant technique de signaler toute impossibilité d'exécution, de non-sens ou de proposer des solutions techniques mieux appropriées et répondant davantage aux besoins de la CNAM. Le Titulaire se fait force de proposition.

Le Titulaire doit assistance à la CNAM, soit :

- Par téléphone pour tout complément d'information ;
- Lors de réunions provoquées par la CNAM si nécessaire ;
- En transmettant à la CNAM les nouveaux textes réglementaires relatifs à ses prestations, accompagnés éventuellement d'une note expliquant l'influence de ces textes sur son activité ;
- En proposant à la CNAM de nouvelles conditions en termes de produits, matériaux, conduite ou de travaux...

En conséquence, le Titulaire ne peut :

- Se prévaloir postérieurement à son engagement d'une connaissance insuffisante des prestations à exécuter ;
- Justifier une demande quelconque de suppléments de prix du fait de sa connaissance insuffisante des prestations à exécuter.

Si les conseils, informations et recommandations sont formulés oralement à la CNAM, ils donnent obligatoirement lieu à remise d'un document écrit de confirmation. Ils pourront éventuellement aboutir à la conclusion d'un avenant au présent marché.

21.4. Conflit d'intérêts

Le Titulaire prend toutes mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective des prestations.

Un conflit d'intérêts peut résulter notamment d'intérêts économiques, d'affinités politiques, de liens ou toutes autres relations ou tous intérêts communs et notamment de neutralité par rapport à une action de conseil déjà menée sur le domaine concerné au niveau d'un marché précédent.

Tout conflit d'intérêt surgissant pendant l'exécution du marché doit être signalé sans délai et par écrit à la CNAM. En cas de conflit de cette nature, le Titulaire prend immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe la CNAM.

La CNAM se réserve le droit de vérifier que lesdites mesures sont appropriées et d'exiger, le cas échéant, que des mesures complémentaires soient prises dans le délai qu'elle prescrit.

Le Titulaire s'assure que les membres de son personnel et de ses organes d'administration et de direction ne se trouvent pas dans une situation pouvant donner lieu à un conflit d'intérêts. Il remplace immédiatement, et sans exiger de la CNAM une quelconque compensation, tout membre de son personnel qui serait exposé à une telle situation.

Le Titulaire s'abstient de tout contact de nature à compromettre son indépendance.

Le Titulaire répercute toutes les obligations pertinentes auprès des membres de son personnel et de ses organes d'administration et de direction, ainsi qu'auprès des tiers participant à l'exécution du présent marché.

ARTICLE 22. RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché est notifiée au Titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, la date portée sur l'accusé de réception faisant foi.

Outre les cas de résiliation décrits au chapitre 7 du CCAG-Travaux et au présent marché, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire dans les cas suivants :

- Si les prestations se révélaient insuffisantes ou non conformes aux stipulations du présent marché ;
- En cas de défaut de régularisation de la situation fiscale et sociale ;
- En cas de non-respect de la loi sur la lutte contre le travail dissimulé ;

- De plus, la CNAM se réserve le droit de résilier le présent marché à tout moment avec un préavis de 3 mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux, en cas de résiliation par la CNAM pour motifs d'intérêt général, le Titulaire perçoit à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial H.T estimé, diminué du montant H.T non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 2%.

D'autre part, en cas d'inexactitude de documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3, R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du Titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

En cas d'inexécution par le Titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire, la CNAM se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché au frais et risques du Titulaire, conformément aux dispositions de l'article 50.3 du CCAG-Travaux.

La résiliation du marché pour faute du Titulaire ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au Titulaire à raison de ses fautes.

ARTICLE 23. REGLEMENT DES DIFFERENDS

A l'exception des cas prévus au 2.2 de l'article 15 et au 2.1 de l'article 46 du CCAG-Travaux, lorsque le Titulaire ne se conforme pas aux stipulations du marché, la CNAM met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par tout moyen permettant de donner date certaine.

Ce délai, sauf en cas d'urgence, n'est pas inférieur à quinze jours (15) à compter de la date de notification de la mise en demeure.

Si le Titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, une mise en régie à ses frais et risques peut être ordonnée ou la résiliation du marché peut être décidée.

Pour établir la régie, laquelle peut n'être que partielle, il est procédé à la constatation des travaux exécutés et des approvisionnements existants, ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel de l'entrepreneur et à la remise à celui-ci de la partie de ce matériel qui n'est pas utile à l'achèvement des travaux poursuivis en régie.

Le Titulaire peut être relevé de la régie s'il justifie des moyens nécessaires pour reprendre les travaux et les mener à bonne fin.

ARTICLE 24. REGULARISATION DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

Dans le cadre de la lutte contre le travail illégal et en application des articles L. 8222-1 et L. 8222-4 du code du travail relatifs au travail dissimulé, le Titulaire remet à la CNAM les pièces prévues aux articles D. 8222-5 du même code pour le cocontractant établi en France et D. 8222-7 pour celui établi ou domicilié à l'étranger. Dans ce dernier cas, les pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française.

En application des articles D. 8254-1 à D. 8254-4 du code du travail, relatifs à l'emploi d'étrangers non autorisés à travailler, le Titulaire remet à la CNAM la liste nominative des salariés étrangers affectés à la prestation, comprenant pour chacun sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Ces pièces sont à déposer par le Titulaire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché sur la plateforme en ligne mise à sa disposition, gratuitement, par la CNAM, à l'adresse suivante indiquée au sein de l'Acte d'engagement.

Conformément à l'article 49 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, en cas de non remise desdits documents, la CNAM peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception, le présent marché, aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, conformément à l'article relatif à la résiliation du présent CCAP.

La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle est assortie d'un délai d'exécution à compter de la date de notification du courrier.

La date de résiliation est précisée dans le courrier adressé au Titulaire.

ARTICLE 25. LITIGES ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de litiges résultant de l'application des clauses du présent marché, la loi française est seule applicable.

La procédure à suivre par le Titulaire en cas de différend avec la CNAM est celle exposée à l'article 50 du CCAG-Travaux.

Les parties cocontractantes s'engagent à rechercher une solution amiable à ces différends, avant de saisir un tribunal. En cas d'échec de la conciliation amiable, le tribunal compétent pour traiter des litiges nés de l'exécution du présent marché est le tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 26. DEROGATIONS ET COMPLEMENTS AU CCAG-TRAVAUX

Les dérogations et compléments au CCAG-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du présent CCAP, sont apportées aux articles suivants :

Articles du CCAP par lesquels sont introduites les dérogations et compléments	Articles du CCAG-Travaux auxquels il est Dérogé ou sont complétés
4.	4.1.
6.1.1.	15.2.2. / 46.2.1
6.2.3.	3.7.
10.3.	41.6.
11.	44.
16.	19.
18.	41.
21.1.1.	5.1.
22.	50.4.
23.	15. / 46.
26.	1.

Par dérogation à l'article 1 du CCAG-Travaux, il est spécifié qu'en cas d'une quelconque omission à la liste ci-dessus, la disposition dérogatoire non listé ne sera pas réputées non écrite dès lors quelle apparaîtrait suffisamment claire et précise dans les clauses du marché public.